

COMMUNIQUE

Soutenir les revendications des enseignants, c'est défendre l'Ecole Publique, c'est défendre la République !

Demain, de nombreux personnels de l'enseignement de l'Essonne iront manifester, pour la défense de l'Ecole publique et de leurs revendications, à Paris à l'appel de plusieurs organisations syndicales de l'Enseignement.

L'Union Départementale FO de l'Essonne soutient l'appel de la FNEC FP FO comme elle l'a fait le 25 janvier dernier pour la manifestation organisée par nos fédérations FO de l'enseignement, de la santé, des territoriaux, de l'action sociale, et de l'administration générale de l'Etat. Manifestation qui avait mobilisé 5000 militants pour :

- La défense de l'enseignement spécialisé et adapté,
- Le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux,
- Un statut de fonctionnaire et un vrai salaire pour les AESH
- Le retrait de l'acte 2 de l'Ecole inclusive et des PAS

Demain en plus de ces revendications, la question des salaires et des conditions de travail est posée. L'attractivité des métiers de l'éducation nationale se rétablira si de réelles réponses sont apportées aux revendications légitimes par leur ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse, des Sports et des Jeux Olympiques* et Paralympiques...

« la CE de l'UD FO 91 rappelle ses revendications » ... « Le maintien et le rétablissement de tous les services publics, avec le personnel sous statut nécessaire au fonctionnement, » ... « L'argent public à l'école publique, pour une école nationale et laïque, ».

Mais de l'huile est jetée sur le feu comme l'indique la Confédération Générale du Travail Force Ouvrière : **« "Déverrouiller, désSmicardiser, débureaucratiser", tel était le leitmotiv du propos de Gabriel Attal devant l'Assemblée nationale. Le Premier ministre a annoncé pêle-mêle une large simplification des normes, une nouvelle réforme du droit du travail visant à négocier certaines règles uniquement au niveau de l'entreprise, une nouvelle réforme de l'Assurance chômage pour durcir les conditions d'indemnisation des demandeurs d'emploi, comme le président de la République l'avait annoncé à Davos, la suppression de l'allocation spécifique de solidarité, la généralisation des quinze heures de travail pour continuer à bénéficier du RSA ou encore une réforme des bas salaires, l'extension de la rémunération au mérite dans la fonction publique... Ces différentes mesures risquent une nouvelle fois de porter atteinte au paritarisme et à notre modèle social, pourtant vanté et salué comme "protecteur et envié dans le monde entier". »**

Comme l'indiquait Pierre de COUBERTIN ***« l'important, c'est de participer »** aux mobilisations pour la défense de ses droits et pour en reconquérir de nouveaux. C'est bien dans tous les secteurs que l'on doit organiser la résistance contre ce gouvernement qui met à mal la République Sociale.

Evry-Courcouronnes, le 31 janvier 2024

